

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1724>

Elie Domota, porte parole LKP s'explique...

Interview du LPSM par Axelle Kaulanjan-Diamant

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 23 février 2012

Mis à jour le : jeudi 23 février 2012

UGTG.org

Trois ans après les 44 jours, de quelle force de frappe et de proposition dispose encore LKP alors que la pwofitasyon reprend ?

Élie Domota : C'est clair, les accords ne sont pas du tout respectés. Que ce soit sur les prix, la formation des jeunes, le transport, l'aménagement du territoire, la santé, l'accompagnement des petites entreprises. Ça ne nous étonne pas, dans la mesure où, pour Lurel, Gillot et Mme Penchard, il s'agit de faire croire que ce qu'a fait le LKP et le peuple guadeloupéen, cela n'a servi à rien. Respecter les accords, ça aurait été faire du LKP une autorité du même niveau que l'État ; mais surtout discréditer et décrédibiliser totalement les élus. Ici, les socialistes et l'UMP se sont alliés afin de faire en sorte que les accords ne soient pas respectés. J'en veux pour preuve que la commission de suivi des accords est au point mort alors, que les accords prévoient de se réunir pour faire le point sur les avancées et continuer certaines négociations.

Quelles sont alors les relations du LKP avec les institutions et les politiques ? Parvenez-vous encore à vous en faire entendre ?

ÉD : Depuis plus d'un an et demi, le préfet, messieurs Lurel et Gillot, et Mme Penchard ne nous répondent pas. Nous avons donc un accord qui est signé, mais il n'est pas respecté. Non pas que le LKP ne le respecte pas. Ceux d'en face ne respectent pas leur accord. C'est d'autant plus troublant, et drôle en même temps, que l'on entend par personnes interposées, que Lurel dit que Sarkozy n'a pas respecté les accords, alors que, très simplement, ce non respect des accords n'est possible que grâce à une entente, en Guadeloupe, du Parti Socialiste et de l'UMP. En Guadeloupe, le PS et l'UMP, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Mais si vous n'avez pas d'interlocuteurs, que peut vraiment le LKP ?

ÉD : Le LKP continue à communiquer à destination du peuple guadeloupéen et fait régulièrement le point de la situation. Nous, le LKP, n'allons pas nous arrêter au constat de non respect des engagements envers le peuple guadeloupéen. Tout ce que les officiels ne veulent pas faire, nous le faisons et invitons les Guadeloupéens à le faire avec nous. Rassemblons toutes les richesses créatrices que nous avons en Guadeloupe, ainsi que tous les projets innovants qui nous permettent d'aller vers la souveraineté. Souveraineté alimentaire, culturelle, industrielle, etc. Nous soutenons des initiatives nécessaires, qui vont dans le sens du développement économique et social, et qui créent de l'activité et de l'emploi. Nous avons déjà, par exemple, des contacts avec des artisans, des professionnels de l'agro transformation qui travaillent sur des ressources proprement guadeloupéennes et qui développent des choses intéressantes. Le LKP travaille aussi sur la question de l'école en Guadeloupe, tout en cherchant à proposer une pédagogie qui prenne en compte notre diversité sociolinguistique ainsi que notre ancrage caribéen.

Évidemment, toutes ces choses avancent doucement, car nous les faisons nous-mêmes et il n'y a pas de financements extérieurs. Mais le LKP ne cesse de travailler sur tous les domaines qui concernent la vie des Guadeloupéens.

Est-ce que le LKP est prêt à porter officiellement sa contribution au Projet Guadeloupéen de Société ?

ÉD : Aujourd'hui, il y a une perte de confiance totale en nos politiques. Premièrement, yo po jan mandé nou, en tant que LKP, ka nou ka vann. Yo pa palé ban nou ditou ditou. Je donne beaucoup de valeur à l'honnêteté. Et la confiance va de paire avec l'honnêteté. J'ai un courrier dans lequel M. Gillot me dit qu'il prendra l'initiative de réunir la Commission de suivi - je ne sais plus quand. Et, quelques temps après, je reçois un courrier signé de messieurs Lurel et Gillot qui me disent qu'ils ne réuniront plus la Commission de suivi et qu'ils ne nous parleraient pas. J'ai donc appelé Gillot, et il m'a dit qu'il avait vu Lurel et le Préfet qui lui ont demandé d'arrêter les discussions avec le LKP.

Vous ont-ils donné une raison argumentée pour cela ?

ÉD : Non. C'est finalement Laurent Bernier (ndlr : maire UMP de St François) qui m'a donné la raison, en tant que responsable de l'UMP. Je l'ai appelé, et très sèchement, il m'a appris, qu'ils avaient décidé de revenir aux anciennes pratiques. C'est-à-dire que les politiques et les institutions ne parlent plus au LKP en tant que collectif, mais qu'ils s'adresseraient désormais à chaque syndicat individuellement. Ils ne veulent plus entendre parler du LKP en tant que fédération qui a réussi à unir des Guadeloupéens de tous âges, de toutes origines, de toutes catégories sociales, dans le cadre d'un projet, avec des objectifs. Ce Projet Guadeloupéen de Société, c'est finalement une façon, pour nos politiques, de préparer 2014. Il s'agit d'une petite compétition interne entre Gillot et Lurel pour 2014.

Et même si les politiciens ne vous ont pas demandé votre avis, ne considérez-vous pas, qu'avec le soutien populaire dont vous avez bénéficié, il est de votre devoir de prendre la parole et de proposer quelque chose pour ce Projet Guadeloupéen de Société ?

ÉD : Non. Le LKP est composé de personnes dignes, fières et honnêtes. Dès lors ou paka palé ban nou, ou paka respèkté angajman aw, an paka vin frape a pôt aw. Aujourd'hui, les choses sont très claires : les élus guadeloupéens ont fait le choix de ne pas respecter leurs engagements. Le LKP fait donc ce qu'il a à faire avec des Guadeloupéens, et le moment venu, nous ké vwè ka ki ké pasé. Nous continuons à faire entendre notre voix aux travailleurs et au peuple de Guadeloupe et nou ké fè yo tann nou.

É ki tan yo ké tann zôt ?

ÉD : Le moment venu. Nous déciderons collectivement. Il faut que tout le monde soit « op ».

Est-ce toutes les composantes LKP de 2009, sont « op » ? Les régionales sont passées par-là : le Parti Communiste Guadeloupéen et Combat Ouvrier ont soit quitté le LKP, soit pris leurs distances...

ÉD : Lé moun ki la, yo « op ». Vous avez évoqué des organisations politiques qui ont fait le choix d'aller aux régionales. Très certainement, les verra-t-on aux présidentielles. Elles ont fait leur choix et je n'ai pas de commentaire particulier à ce sujet.

Qu'est-ce donc exactement cette charte qui a provoqué la colère de Combat Ouvrier, au point même où il a déclaré avoir pris ses distances avec LKP ?

ÉD : Nous avons établi, avec cette charte, un certain nombre de règles de vie commune. Cette charte rappelle les orientations stratégiques du LKP, à savoir que c'est un mouvement de masse anticapitaliste, anticolonialiste à caractère révolutionnaire, et qui lutte sur tous les plans.

Combat Ouvrier n'a pas accepté cette charte. Pourquoi ?

ÉD : C'est leur droit. Mais je pars du principe que lorsqu'on est un collectif composé de plusieurs organisations, il faut un minimum de règles communes. Encore une fois, je n'ai pas de commentaire particulier. Chaque organisation est libre.

Aujourd'hui, est-il vrai que LKP=UGTG

ÉD : L'UGTG est certainement l'une des organisations de masses les plus mobilisatrices en Guadeloupe. C'est un syndicat qui a toujours pratiqué la lutte de masse et fait toujours en sorte de mobiliser un maximum de personnes. Il ne faudrait pas reprocher à l'UGTG d'être trop présente, et je ne pense pas que d'autres organisations présentes au sein du LKP le fassent. Toutes les organisations ont la même importance. Si l'UGTG est une organisation aussi importante, c'est qu'elle bénéficie de la confiance des Guadeloupéens. Je pense que l'expérience LKP est très originale et bénéfique pour la démocratie. Elle nous a forcé à confronter nos idées, nos expériences et idéologies à d'autres organisations. Ça aussi nous a fait évoluer.

Source : Le Progrès Social Magazine